

## **Mesdames et Messieurs, Bonsoir**

Le mercredi 02 octobre 2019, sous la haute Présidence de **Son Excellence Ali BONGO ONDIMBA, Président de la République, Chef de l'Etat**, le Conseil des Ministres s'est réuni dès 11 heures 30 minutes, dans la salle habituelle au Palais de la Présidence de la République.

Au cours de cette session qui marque la rentrée politique du Gouvernement, le Conseil des Ministres a tenu à saluer l'engagement du **Président de la République, Chef de l'Etat, Son Excellence Ali BONGO ONDIMBA** en faveur du rayonnement de la diplomatie gabonaise.

En effet, le Chef de l'Etat s'est entretenu, le vendredi 9 août 2019 à Libreville, avec son homologue et frère, le Président de la République Togolaise, **Son Excellence Faure Essozimna Gnassingbé** lequel a effectué une visite de Travail et d'Amitié au Gabon.

Cette rencontre a été l'occasion pour les deux Chefs d'Etat d'aborder les questions d'ordre régional et continental, et celles ayant trait à l'organisation de

la Commission Mixte de Coopération entre nos deux pays entre autres questions évoquées.

Dans le même élan, **Son Excellence Ali BONGO ONDIMBA, Président de la République, Chef de l'Etat**, a reçu, le jeudi 26 septembre 2019, l'Ambassadeur du Royaume d'Arabie Saoudite près la République Gabonaise, **Son Excellence Monsieur Abdulrahman Salam S. ALDAHAS**.

Au cours de leur entretien, le Chef de l'Etat et son hôte se sont félicités de l'excellence des relations bilatérales unissant la République Gabonaise et le Royaume d'Arabie Saoudite.

Le Chef de l'Etat et le diplomate saoudien ont également examiné les grands sujets d'intérêt commun au plan international.

Sur le plan intérieur, et toujours préoccupé par l'amélioration de l'offre de santé et de couverture sociale de ses compatriotes, le **Président de la République, Chef de l'Etat, Son Excellence Ali BONGO ONDIMBA** a instruit le Gouvernement

d'organiser dans les meilleurs délais une *Task-Force* sur la Santé et la Sécurité Sociale. Les résultats attendus devront permettre le renforcement de la gouvernance des hôpitaux et du système de Sécurité Sociale.

## **AU TITRE DES PROJETS DE TEXTES LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES**

### **MINISTERE DE L'INTERIEUR, DE LA JUSTICE, GARDE DES SCEAUX**

Sur présentation du Ministre d'Etat, le Conseil a adopté quatre (4) projets de textes, à savoir :

- Le projet de loi portant modification de certaines dispositions de la loi n°17/93 portant Statut Particulier des Personnels du Corps Autonome Paramilitaire de la Sécurité Pénitentiaire. Ce texte vise à compléter les conditions de départ à la retraite des personnels de la Sécurité Pénitentiaire d'une part, et à harmoniser les âges de départ à la retraite avec ceux des autres Forces de Défense et de Sécurité, d'autre part ;

- Le projet de loi portant modification des articles 140, 240 et 241 de l'ordonnance n°13/PR/2010 du 25 février 2010 portant Statuts Particuliers des Personnels des Forces de Police Nationale. Le présent projet a pour objet d'élargir le champ des exceptions au principe de l'interdiction de suspension de solde à titre conservatoire visées à l'article 140 du texte en vigueur, relatif à la discipline au sein des Forces de Police Nationale d'une part, et de permettre d'adapter la mise à la retraite des personnels de ce corps aux nouvelles formes de gestion de l'agent public, d'autre part ;
- Le projet de loi relative au Numéro d'Identification Personnel (NIP).

Le présent projet de loi s'inscrit dans le cadre du Programme Administration Territoriale. Il a pour objectif d'arrimer les missions de cette administration aux objectifs du Plan Stratégique Gabon Émergent (PSGE), et plus particulièrement, ceux relatifs au développement des données de base permettant la construction d'un système d'information national cohérent et moderne par la

mise en place, entre autres, des Grands Registres de l'État.

Ainsi, ce projet de texte fixe de manière définitive l'identification des personnes physiques sur le territoire national par la création, pour chaque personne, d'un Numéro d'Identification Personnel (NIP) et la facilitation de sa diffusion aux administrations habilitées à la gestion des personnes et des données à caractère personnel.

Elément central des Grands Registres de l'Etat, le NIP doit être la clé de l'identification des personnes physiques sur le territoire national et dans les missions diplomatiques. L'identifiant unique lie de manière sûre et définitive, les données civiles de chaque personne à ses données biométriques.

La généralisation de l'identification biométrique qui a déjà fait ses preuves doit être obligatoire dans tous les secteurs de la vie publique.

- Le projet de décret portant création, organisation et Fonctionnement de l'Ecole Nationale des Cadets de la Police.

Le présent projet de décret vise à matérialiser les instructions du **Président de la République, Chef de l'Etat** à l'occasion de son adresse à la Nation du 16 août 2019.

Il vise également à améliorer les conditions d'éducation et d'apprentissage de la jeunesse.

L'Ecole Nationale des Cadets de la Police, en abrégé ENCP, est créée au sein des Forces de Police Nationale et son admission se fait exclusivement par voie de concours.

Ainsi, ledit projet de décret s'articule de manière suivante :

- Trois premiers chapitres concernant respectivement la définition du Cadet et les attributions de l'Ecole, l'organisation, l'admission et la scolarité ;
- Les quatrièmes et cinquièmes chapitres consacrés à l'engagement et aux perspectives de carrière ;
- Le sixième chapitre traitant des dispositions diverses et finales.

# **MINISTERE DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS CONSTITUTIONNELLES ET LES AUTORITES ADMINISTRATIVES INDEPENDANTES**

Le Ministre a présenté au Conseil des Ministres qui l'a adopté, le projet de décret modifiant et complétant le décret n°00021/PR du 10 janvier 2018 portant organisation de la Présidence de la République.

Ce projet de décret vise la poursuite des réformes importantes déjà engagées en vue de l'optimisation des services de l'Etat d'une part, et de la réduction de la masse salariale du secteur public d'autre part.

Ainsi, les mesures ci-après ont été adoptées :

1. Suppression des fonctions de Haut Représentant Personnel du Président de la République et Haut Représentant du Président de la République.
2. Réorganisation et fusion des départements techniques du Secrétariat Général ramenés de neuf (09) à quatre (04).

Les Départements Techniques se composent désormais comme suit :

- Le Département Diplomatie ;
- Le Département Affaires Juridiques, Administratives, Emploi, Travail, Santé et Affaires sociales ;
- Le Département Culture, Sport et Loisirs ;
- Le Département Education, Formation, Recherche, Développement Durable, agriculture et Pêche.

## **MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA BONNE GOUVERNANCE, DE LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET L'EVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES**

Le Ministre a présenté au Conseil des Ministres qui les a adoptés, les projets de textes ci-après :

- Le projet de décret portant attributions et organisation du Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance, de la lutte Contre la



## Corruption et de l'Evaluation des Politiques Publiques.

Ce projet de décret vise à doter le ministère en charge de la Promotion de la Bonne Gouvernance d'un cadre juridique approprié pour concevoir la politique du gouvernement en matière de promotion de la Bonne Gouvernance, de lutte contre la corruption et d'évaluation des politiques publiques et d'en suivre la mise en œuvre, en concertation avec les départements ministériels concernés.

Ce Ministère comprend :

- Le Cabinet du Ministre et les services rattachés ;
- L'Inspection Générale des Services ;
- le Secrétariat Général ;
- les Directions Générales ;
- Les établissements publics et organismes sous tutelle.

Le projet de décret portant création et organisation de la Direction Générale de la Promotion de la Bonne Gouvernance.

Ce projet de décret crée et organise la Direction Générale de la Bonne Gouvernance. A cet effet, il en détermine les Missions et l'Organisation, conformément à la loi n° 20/2005 du 03 janvier 2006 fixant les règles de création, d'organisation et de gestion des Services de l'Etat.

Ainsi, la Direction Générale comprend :

- Les services d'appui ;
- Les services centraux ;
- Les services territoriaux.

Le projet de décret portant création et organisation de la Direction Générale de la lutte contre la Corruption.

Le présent projet de décret crée et organise la Direction Générale de la Lutte contre la Corruption. Il en détermine les missions et l'organisation, conformément à la loi n° 20/2005 du 03 janvier

2006 fixant les règles de création, d'organisation et de gestion des services de l'Etat.

La Direction Générale comprend :

- Les services d'appui ;
- Les services centraux ;
- Les services territoriaux.

## **MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DES SOLIDARITES NATIONALES**

Sur présentation du Ministre, le Conseil des Ministres a entériné le projet de décret portant transfert à la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) des titres fonciers de l'Etat.

En effet, le présent texte consacre le transfert à la CDC, à titre gracieux, de l'ensemble des titres fonciers appartenant à l'Etat, à l'exception de ceux affectés à l'usage des services publics de l'Etat, des collectivités locales et des Forces de Défense et de Sécurité.

L'objectif visé est de permettre à la CDC de devenir un véhicule capable de lever des fonds sur le marché aussi bien national qu'international pour le compte de l'Etat en vue du financement des projets de développement.

## **EN MATIERE DE POLITIQUE GENERALE**

### **MINISTERE DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS, DES PARTENARIATS PUBLICS-PRIVES, CHARGE DE L'AMELIORATION DE L'ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES**

Le Ministre a sollicité et obtenu du Conseil des Ministres l'Autorisation de lancer le processus de négociation directe et de signature du contrat de partenariat public-privé relatif au projet routier « *La Transgabonaise* », conformément aux dispositions de l'article 49 de l'Ordonnance n°009/PR du 11 février 2016 relative aux partenariats public-privés.

## **MINISTERE DE LA SANTE**

Le mois d'octobre reste marqué dans notre pays par la 6<sup>e</sup> édition de la campagne Octobre rose 2019 lancée par la Première Dame du Gabon, Madame Sylvia BONGO ONDIMBA, le samedi 28 septembre dernier à Franceville.

Les enjeux de la présente édition visent les objectifs spécifiques suivants :

- Sensibiliser les femmes de 25 ans et plus sur l'importance du dépistage annuel du cancer du sein et du col de l'utérus ;
- Améliorer l'information sur les cancers féminins et leur prévention ;
- Équiper les formations sanitaires en consommables ;
- Prendre en charge les cas suspects.

# **MINISTERE DES AMENAGEMENTS FONCIERS, DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DU LOGEMENT**

Sur présentation du Ministre, le Conseil des Ministres a marqué son accord à l'organisation de la Journée Mondiale de l'Habitat, les 7 et 8 octobre 2019.

Cet évènement répond à trois (03) objectifs :

- Présenter au public les différents services à l'usager ;
- Renforcer les capacités des personnels des services déconcentrés ;
- Vulgariser l'utilisation des matériaux locaux de construction.

Enfin, le Conseil des Ministres a entériné les mesures individuelles suivantes :

# **PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE**

## **CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE**

- Conseillers du Président de la République :

Mesdames :

- **Plaxède ANGUE NZE**
- **Anémone MENGOME**

Messieurs :

- **Rostand Guy NDONG ALLOGO**
- **Cyrille Séverin BYSSIENGOU**
- **Bernard Landry PANZOU**

- Secrétaire de Cabinet : Madame **Sonia Angèle NTSAME ALLO**

- Attachés du Cabinet du Président de la République :

- Madame **Arlette NANA NZIENGUI**

Messieurs :

- **Georges GASSITA**
- **René MBOZA ORUMBONGANY**

- **Prosper Méthodes AGUEWHET**
- **Romuald MEZUI ONDO**
- **Jean-Baptiste BEMBELENY**

- Chargés de mission :

Messieurs :

- **Didier EPOTA EKOUMEKOUME**
- **Ronald Arnauld BOUASSAT  
BOUASSAT**

- Est remise à la disposition de son administration  
d'origine : Madame **Pascaline Mferri  
BONGO ONDIMBA**

- Sont admis à faire valoir leurs droits à la  
retraite :

- Messieurs :
  - Sylvain MEYE MEYA
  - Florent MBA SIMA



## **PRIMATURE**

### **CABINET DU SECRETAIRE GENERAL DU GOUVERNEMENT**

- Secrétaire Particulière : Madame **Clotilde  
KOUMBA MAKOSSO**

- Conseillers :  
Messieurs :

- **Yaël AMVAME**
- **Yves Thierry BOUYONG EDIMA**
- **Jean-Noël EYA NDONG**
- **Privat Yves NDOUTOUME**
- **Martial OGOUEBANDJA  
DILANGA**
- **François ZIMA**
- **Herman LONDO MVOU**
- **Désirée Rêve MATTA LOMBA**
- **Martin BOUNGOUTOU**
- **Arnaud MPOUOH**

- Attachés de Cabinet :

Mesdames :

- **Diane Carine AYEBA**
- **Awa Carole SIDI BOUKANDOU**

- **Yasmine Ema DIM**
- **Arielle Virgilia MATOUNDOU**
- **Paule Dalia MBINA MAGANGA**
- **Dorine Orchidée MEKAMNE**
- **Irma NDOUMBAGOYE MOUYAPOU**
- **Prixilia Fany OYANE ESSONE**
- **Carine Emmanuelle MIGOUMBI épouse VIRELIUS**

Messieurs :

- **Davy MENIE M'ELLA**
  - **Steeve MEZUI MENDOME**
  - **Louis Gaston NDONG**
  - **Jean-Chrys Junior SOLEMAN TONDO TWAHIRWA**
  - **Chaecain MVOU REBIA**
- Secrétaire Technique : Madame **Laetitia Murielle BONDI**
  - Agent de Sécurité : Monsieur **Fiacre Roméo PONGUI PONGUI**, en remplacement du Brigadier-Chef **Arielle MANGOU** remis à son corps d'origine

# **DIRECTION DU SUIVI ET DE L'EVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES**

- Conseiller - Directeur : Madame **Rosine BIBALOU** épouse **MAWANGA**
- Conseiller - Chef de Service des Evaluation des Politiques Publiques : Madame **Marlène NSE OBIANG**
- Conseiller - Chef de Service Assistance à la Mise en Œuvre des Politiques : Monsieur **Herman MAISSA**

# **MINISTERE DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS CONSTITUTIONNELLES ET LES AUTORITES ADMINISTRATIVES INDEPENDANTES**

## **SENAT**

### **CABINET DU PRESIDENT DU SENAT**

- Chef de Cabinet : Monsieur **Serge Ulrich MBOULA MANDY** en remplacement de Monsieur **Jean Louis MABENDI NZATSIMBOU**
- Conseillers Juridique :
  - Madame **Olivia MEDZO ME NTETOME**
  - Monsieur **Jean Pierre MBA ALLOUMBA**, confirmé
- Conseiller chargé des Questions Genres et Environnementales : Madame **Caroline ONDO NDONG**, confirmée
- Conseiller chargé de la Décentralisation et des Collectivités Locales : Monsieur **Hugues NDIMINA BOUGOUEROU**, confirmé

- Conseiller Administratif et du Suivi des Pensions : Monsieur **Yvon Patrick DIHONDI LAMBY**
- Conseiller chargé des Affaires sociales et du Suivi des pensions : Madame **Martine KOUMBA PAMBOLT** en remplacement de Madame **Raymonde Florence TETA ANDJOUOMO** épouse **IGHO**, retraitée.
- Sont remis à la disposition de leur corps d'origine :

Mesdames :

- **Léa NDOUMOU OBOUNO**
- **Fernande DONDIA**

Messieurs :

- **Salomon LOUMBANOYE**
- **Halex ANGUILET WALKER**
- **Marcel DIKOUBA**

# COMMISSION NATIONALE DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE

## CABINET DU PRESIDENT

- Chef de Cabinet : Monsieur **Clark Ludovic MPOUHO NDJOGO**
- Secrétaire Particulière : Madame **Michèle BETOE**
- Conseiller Financier : Monsieur **Rodolphe Gaël ANGOUNGA**
- Conseiller en communication : Monsieur **Éric Hervé MOUELE MOUELE**
- Aide de Camp : Lieutenant **WORA NDAKA YI NDJAKO**
- Agent de sécurité : Brigadier-Chef **Romuald BADINGA KOUNDO**
- Chauffeur particulier : Monsieur **Brandon Jérémy NGARI EBOULOU**
- Médecin Conseil : Docteur **Cyrille MOUYOPA**

## **CABINET DU PREMIER VICE-PRESIDENT**

- Secrétaire Particulière : Madame **Luce ONDO BEGONE** épouse **ANVAME**
- Chargé d'études : Monsieur **Come Clovis MOMBOT**, confirmé

## **CABINET DU DEUXIEME VICE-PRESIDENT**

- Secrétaire Particulière : Madame **Mireille Geneviève FOUEFOUE**, confirmée
- Chargé d'études : Monsieur **Aminel NDOUNDOU NZAOU**

## **SECRETARIAT DU COMMISSAIRE-MEMBRE JEAN FAUSTIN NDOMBA**

- Secrétaire Particulière : Madame **Régina KOMBA** épouse **MOUELE**
- Chargé d'études : Monsieur **Simplex MALOUBI MAPINDZA**

## **SECRETARIAT DU COMMISSAIRE-MEMBRE GUY FLORIAN KEBILA BIRINDA**

- Secrétaire Particulière : Madame **Guise Arlène MAGOSSO**, confirmée
- Chargé d'études : Monsieur **Sylvère Wilfreed NZAMBA**, confirmé

**SECRETARIAT DU COMMISSAIRE-MEMBRE CALIXTE ISIDORE NSIE EDANG**

- Secrétaire Particulière : Madame **Bernadette Andeme OBIANG** épouse **BIVEGHE**
- Chargé d'études : Monsieur **Lausin Serge BIKENGNE-BI-EKOMIE**

**SECRETARIAT DU COMMISSAIRE-MEMBRE JEAN PIERRE BOUDOUGOU BIBOUTOU**

- Secrétaire Particulière : Madame **Marie Sylvaine Berthe ONANGA** épouse **AKANDA**

**SECRETARIAT DU COMMISSAIRE-MEMBRE PATRICE KIKSON KIKI**

- Secrétaire Particulière : Madame **Laure Valérie BAGWENDY**



## **SECRETARIAT DU COMMISSAIRE-MEMBRE FIDELE GOMES**

- Secrétaire Particulière : Madame **Mélissa Cynthia MOKETOU**
- Chargé d'études : Monsieur **Germain KOUEDE**

## **SECRETARIAT DU COMMISSAIRE-MEMBRE SERAPHIN ONDOUMBA**

- Secrétaire Particulière : Madame **Armelle Aimée MAMBOU** épouse **BOUCKAT**, confirmée
- Chargé d'études : Monsieur **Eric Francis MABIKA NZAMBA**

## **SECRETARIAT GENERAL**

- Secrétaire Particulier : Monsieur **Arnold BOUSSIENGUE YBIDOU**
- Chargée d'études : Madame **Clotilde Virginie NDJOGHA**

## **DIRECTION DES ARCHIVES ET DE LA DOCUMENTATION**

- Directeur des Archives et de la Documentation :  
Monsieur **Honorat BAGOUENDI BAGERE**
- Chef de Service de la Documentation :  
Monsieur **Samson Benoît MANGAKA  
TONDA**

## **DIRECTION DES ETUDES ET DES EVALUATIONS**

- Directeur des Etudes et des Evaluations :  
Monsieur **Rosin Clauther MBAMI**

## **DIRECTION ADMINISTRATIVE FINANCIERE ET DU MATERIEL**

- Directeur : Monsieur **Jean NGOUELE**
- Secrétaire particulière : Madame **Claudette  
MBONGO épouse LEHOUMBOU  
ANDJEMBE**
- Chef de Service Ressources Humaines :  
Monsieur **Jean IBOULOU**, confirmé

Remis à la disposition de leur administration  
d'origine :

Mesdames :

- **NTSAME NKOGO**
- **Sarah Hortense NDICKO MBOUMBA**
- **Lynda Aurélia REZILIA YENO**
- **Judith Ambroisine NDAO NKOMA**
- **Sonia DIBANGOYE ONTOUNGOU**
- **Zita Andrée TCHIZINGA IKERY**
- **Christine NZEYI DIBADI**
- **Adèle AZAYONG NZOGHE**
- **Marie Louise BOUYON**
- **Madeleine Valentine PIGA**

Messieurs :

- **Guy Laurent LENDOYE**
- **Timoléon OVONO EDOU**
- **Guy Patrick BOUSSAMBA**
- **Guy Alain MBINA**
- **Prosper NDJIMBI MAKOSSO**
- **Denis Jacques AFOURAGA**
- **Benjamin IYOMBIENGOYE**
- **Hervé ESSIMBA**
- **Marc Constant AMANI**
- **Thierry BOUCAH**



# **MINISTERE DES TRANSPORTS ET DU TOURISME**

## **OFFICE NATIONAL DE LA SURETE ET DE LA FACILITATION DES AEROPORTS DU GABON (ONSFAG)**

### **CONSEIL D'ADMINISTRATION**

- Président du Conseil d'Administration :  
Monsieur **Remy OSSELE NDONG**

### **DIRECTION GENERALE**

- Directeur Général Adjoint : Madame **Rosine OYANE OBAME**
- Conseiller Technique du Directeur Général :  
Lieutenant-colonel **Justin ANDOUKA**
- Assistante du Directeur Général : Madame  
**Michelle Claudette MANGA**
- Responsable de la Cellule d'Evaluation des  
Risques et de la Menace : Lieutenant de  
Gendarmerie **Gilles Bertrand ONGONDJA  
KOUMOUE**

## **DIRECTION DE L'EXPLOITATION TECHNIQUE**

- Directeur : Commandant de Police **Jean-Noël LEKOUMBA NGAMANKALA**

## **DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET CONTENTIEUX**

- Directeur : Monsieur **Pierre Donald LOME**

## **DIRECTION FINANCIERE ET DU PATRIMOINE**

- Directeur : Monsieur **Luc Cherry YEMBIT**

## **DIRECTION ADMINISTRATIVE ET DES RESSOURCES HUMAINES**

- Directeur : Madame **Josiane OKOUNDJA BOUANGA**

# **MINISTÈRE DE LA SANTE**

## **CENTRE HOSPITALIER ET UNIVERSITAIRE DE LIBREVILLE**

### **DIRECTION DES SOINS INFIRMIERS ET OBSTETRICAUX**

- Directeur des Soins Infirmiers et obstétricaux :  
Madame **Berthe Zoé BAKEDI LIPANGOU**  
épse **KOUMBA**

### **DIRECTION TECHNIQUE**

- Directeur Technique : Monsieur **Idriss**  
**MBOUMBA PAMBOU**

### **DIRECTION FINANCIERE**

- Directeur Financier : Monsieur **Justin Joseph**  
**AHOUNAT**

### **DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES**

- Directeur des Ressources Humaines : Madame  
**Sandra NSOUROU BIBANG**

## **DIRECTION MEDICALE**

- Directeur : Dr **Gertrude MOUANGUE**, confirmée
- Chef de service Médecine du travail : Dr **Nicole Rachel POUDY** en remplacement du Dr. **Félicien MOUSSAVOU**
- Chef de Service Gynécologie-Obstétrique : Pr. **Pierre NGOU MVE NGOU** en remplacement du **Dr. Felix NSIAMALEMBE**

Sont remis à la disposition de leur administration d'origine :

Madame **Bertille MPOUNGOU** épouse **ELANGMANE**

Messieurs :

- **Ludovic IBANDOU**
- **Rufin NGOSSANA**
- **Amédé MIHINDOU**
- **Jean BIWAGOU**



**MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES  
FINANCES ET DES SOLIDARITÉS  
NATIONALES**

**DIRECTION GÉNÉRALE DE LA  
CONCURRENCE ET DE LA  
CONSOMMATION ET DE REPRESSION DES  
FRAUDES (DGCCRF)**

- Directeur Générale : **Monsieur Luther  
ABOUNA**

**CAISSE DE STABILISATION ET DE  
PEREQUATION (CAISTAB)**

**DIRECTION GÉNÉRALE**

- Directeur Général : **Monsieur Serge Rufin  
OKANA**

# CAISSE NATIONALE DE SECURITE SOCIALE

## DIRECTION GENERALE

- Conseiller du Directeur Général :
  - Messieurs:
    - **Emérick Cédric MAKA TONGO**
    - **Bienvenu Christian TCHIMBAKALA NGOMA**
- Conseiller Juridique : **Monsieur Wilfried ADJONDO**
- Conseiller : **Monsieur Rodrigue NDJEMBI SOUNA**
- Fondé de pouvoir : **Monsieur Emmanuel IDOUNDOU**

Sont remis à la disposition de leur administration d'origine :

- Mesdames :
  - **Maryse KAWANGH**
  - **Aicha OROUMBOUNGANI**
- Messieurs
  - **Dieudonné MOUSSIROUT BOUKAT**

- **Jean Firmin ANKELE**
- **Jamil MOUDOUMA**
- **Dr Joel NTSIENGORI**

**MINISTERE DE LA COMMUNICATION DE  
L'ECONOMIE NUMERIQUE**

**GABON TELEVISION**

**DIRECTION GENERALE**

- Directeur Général : Monsieur **Sylvain ABESSOLO**, Journaliste Principal en remplacement de Monsieur **Sébastien NTOUTOUME BEKALE**

• **Je vous remercie.**

- **FIN.**